

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20241219-lmc1350896-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : vendredi 20 décembre 2024  
Date de publication : 20/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 19 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 19 décembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	17	4

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 24/12/311**

**ADOPTION DE LA  
TARIFICATION DES  
REDEVANCES  
D'OCCUPATION A VOCATION  
COMMERCIALE DU  
DOMAINE PUBLIC  
METROPOLITAIN**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTISTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à M. Laurent JEROME, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Corinne CHENET ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Anaïs DIR ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Robert CAVANNA, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Philippe LEROY ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS.

**ABSENTS :**

Mme Basma BOUCHKARA, M. Anthony CIVETTINI, Mme Pascale JANVIER, M. Bruno ROURE.

## **Séance Publique du 19 décembre 2024**

**N° D' O R D R E : 24/12/311**

**O B J E T : ADOPTION DE LA TARIFICATION DES REDEVANCES  
D'OCCUPATION A VOCATION COMMERCIALE DU  
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1, L. 5211-1 et L. 2121-22-1,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2122-1 à L. 2122-3 et L. 2125-1 à 2125-6,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

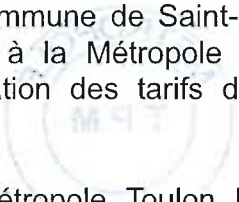
**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 9 décembre 2024,

**CONSIDERANT** que le transfert de la compétence voirie au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a entraîné le transfert de propriété du domaine public routier appartenant aux communes membres de ladite Métropole ainsi que le transfert de la police de la conservation,

**CONSIDERANT** que cela a pour effet de permettre la perception des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain relatives à une occupation avec emprise au sol,

**CONSIDERANT** qu'afin de s'inscrire dans la continuité des tarifs appliqués par les communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de ne pas bouleverser ni pénaliser les occupants, il convient de conserver les spécificités tarifaires communales,

**CONSIDERANT** que la Commune de Toulon a, par courriel du 13 septembre 2024, indiqué à la Métropole de s'orienter vers une augmentation des tarifs d'occupation du domaine public de 2 %,

**CONSIDERANT** que la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer a, par courriel du 19 septembre 2024, indiqué à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de s'orienter vers une augmentation des tarifs d'occupation du domaine public de 4,90 %, 

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité réviser le tarif mensuel existant relatif à l'occupation de terrain (base de vie, stockage...) et de le compléter par l'introduction d'un nouveau tarif annuel,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les redevances d'occupation du domaine public à vocation commerciale de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ne revêtant pas un caractère fiscal, applicables à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède et le document de tarification ci-annexé.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à prendre toutes les mesures et à signer tout document visant à faire appliquer la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain à compter de l'adoption de la présente délibération.

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les recettes perçues seront imputées sur le Budget Principal FONCIER, section fonctionnement, Chapitre 70, article 70323.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



Beatrice VEYRAT-MASSON

Le secrétaire de séance



POUR 73

CONTRE 0

ABSTENTION 4

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Olivier CHARLOIS ,  
Monsieur Philippe LEROY, Monsieur Amaury NAVARRANNE.

# **TARIFICATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION COMMERCIALE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN**

**Applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2025**

En €, TVA à 20% incluse

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, en tant que personne morale de droit public, dispose d'un domaine public qui lui est propre, dont les modes de gestion sont prévus dans le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'avance et annuellement d'une redevance (sauf exceptions précisées à l'article L. 2125-1 du Code de la Propriété des Personnes Publiques).

Les autorisations d'occupation du domaine public sont délivrées à titre temporaire, précaire et révocable et de manière personnelle :

- Temporaire (L2122-2 du Code de la Propriété des Personnes Publiques), l'autorisation est toujours délivrée pour une durée déterminée et n'est pas renouvelée tacitement. L'occupant ne peut se prévaloir d'un droit au renouvellement.
- Précaire et révocable (L2122-3 Code de la Propriété des Personnes Publiques) : l'autorisation peut toujours être révoquée, le plus souvent pour des motifs d'intérêt général, quelle que soit la durée d'occupation qui a été fixée initialement sans que la personne publique soit contrainte de verser des indemnités au permissionnaire évincé.
- Personnelle : l'autorisation est délivrée à titre strictement personnelle et n'est pas transmissible à des tiers.

Les redevances sont dues intégralement, sans fractionnement. Elles ne font l'objet d'aucune restitution, déduction ou remboursement quelle que soit la durée d'occupation.

Les redevances ne font l'objet d'aucune révision ou abattement pour toute gêne, diminution, restriction d'usage ou changement d'emplacements imputables ou occasionnés directement ou indirectement du fait de travaux.



## I - TERRASSES COUVERTES ET FERMEES

La métropole est compétente pour délivrer les autorisations d'occupation relatives aux terrasses dites permanentes, à savoir :

- Les terrasses couvertes en forme d'avancée bâtie.
- Les terrasses fermées où le dispositif de couverture et celui de délimitation sont liés et fixes, créant une structure entièrement fermée.

Communes	Tarif en € TTC
<b>Carqueiranne</b> Terrasse couverte et fermée port et front de mer	66 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Hyères-les-Palmiers</b> Terrasse couverte et fermée Terrasse semi fermée et couverte	146,90 € / m <sup>2</sup> / an 98,70 € / m <sup>2</sup> / an
<b>La Crau</b> Terrasse couverte et fermée	44,04 € / m <sup>2</sup> / an
<b>La Garde</b> Terrasse couverte et fermée jusqu'à 30m <sup>2</sup> Terrasse couverte et fermée au-delà de 30m <sup>2</sup> en supplément	67,90 € / m <sup>2</sup> / an 32,30 € / m <sup>2</sup> / an
<b>La Valette-du-Var</b> Terrasse couverte et fermée	3,30 € / m <sup>2</sup> / mois
<b>Le Pradet</b> <u>du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre</u> Terrasse couverte et fermée jusqu'à 30 m <sup>2</sup> Terrasse couverte et fermée au-delà de 30 m <sup>2</sup>  <u>du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mai</u> Terrasse couverte et fermée jusqu'à 30 m <sup>2</sup> Terrasse couverte et fermée au-delà de 30 m <sup>2</sup>	53 € / m <sup>2</sup> / période 29 € / m <sup>2</sup> / période  22 € / m <sup>2</sup> / période 11,7 € / m <sup>2</sup> / période
<b>Saint-Mandrier</b> Terrasse couverte et fermée	8,72 € / m <sup>2</sup> / an

Communes	Tarif en € TTC
<b>La Seyne-sur-Mer</b> Terrasse couverte et fermée zone littorale Terrasse couverte et fermée zone standard  Conformément à l'article 2 de la décision du Maire de La Seyne-sur-Mer N° DEC_22_225 du 28/12/2022, tous les tarifs relevant du Titre 1 et relatifs aux I/ TERRASSES et II/ LES ETALAGES ET LE MOBILIER COMMERCIAL seront soumis aux zones suivantes, et pourront donc sous conditions prévues au règlement d'attribution en vigueur, dans la zone dite « Redonnons des Couleurs au Centre-Ville », se voir appliquer une réduction de 60% des tarifs concernés : <u>Zone littorale</u> : le périmètre correspond aux quartiers balnéaires, le long du littoral des Sablettes, de Saint Elme, de Mar Vivo et de la Verne. <u>Zone standard</u> : tous les autres secteurs de la Commune non compris dans la zone littorale. <u>Zone « Redonnons des Couleurs au Centre-Ville »</u> : concerne les secteurs visés par la délibération cadre : une réduction correspond à 60% du tarif applicable sera effectuée selon les conditions listées dans l'avenant en vigueur approuvé par délibération du Conseil Municipal.	49,00 € / m <sup>2</sup> / an 46,00 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Six-Fours-les-Plages</b> Terrasse couverte et fermée zone non littorale Terrasse couverte et fermée zone littorale : De 1 à 21 m <sup>2</sup> De 22 à 31 m <sup>2</sup> De 32 m <sup>2</sup> et plus  La Zone littorale de la Commune de Six-Fours-les Plages comprend les voies dont les noms suivent : Promenade du Général de Gaulle depuis la Reppe jusqu'au giratoire du traité de l'Elysée Konrad Adenauer (côté mer et côté terre) Corniche de Solviou depuis le giratoire du traité de l'Elysée Konrad Adenauer (côté mer et côté terre) Corniche de la Coudoulière (côté mer et côté terre) Port de la Coudoulière (côté mer et côté terre) Parc de la Méditerranée Corniche du Rayolet (côté mer et côté terre) Corniche du Cros (côté mer et côté terre) Rue de la Citadelle (côté mer et côté terre) Rond-Point de la Citadelle (côté mer et côté terre) Quai de la Prud'homie (côté mer et côté terre) Quai Saint Pierre (côté mer et côté terre) Corniche des Iles Paul Ricard (côté mer et côté terre) Presqu'île du Gaou Pour mémoire la Zone non Littorale comprend les noms de voies qui ne figurent pas dans la Zone Littorale.	154 € / m <sup>2</sup> / an  176 € / m <sup>2</sup> / an 198 € / m <sup>2</sup> / an 341 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Ollioules</b> Terrasse couverte et fermée	38 € / m <sup>2</sup> / an



Communes	Tarif en € TTC
<b>Le Revest-les-Eaux</b> Terrasse couverte et fermée	7,35 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Toulon (* cf. plan de zonage en annexe)</b> <u>Terrasse et étalages couverts et fermés</u> Zone exceptionnelle 1 <sup>ère</sup> zone 2 <sup>ème</sup> zone	80,93 € / m <sup>2</sup> / an 51,15 € / m <sup>2</sup> / an 36,36 € / m <sup>2</sup> / an

## II - AUTRES INSTALLATIONS

Communes	Tarif en € TTC
<b>Carqueiranne</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) :  Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Hyères-les-Palmiers</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) :  Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>La Crau</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) :  Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>La Garde</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) :  Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an

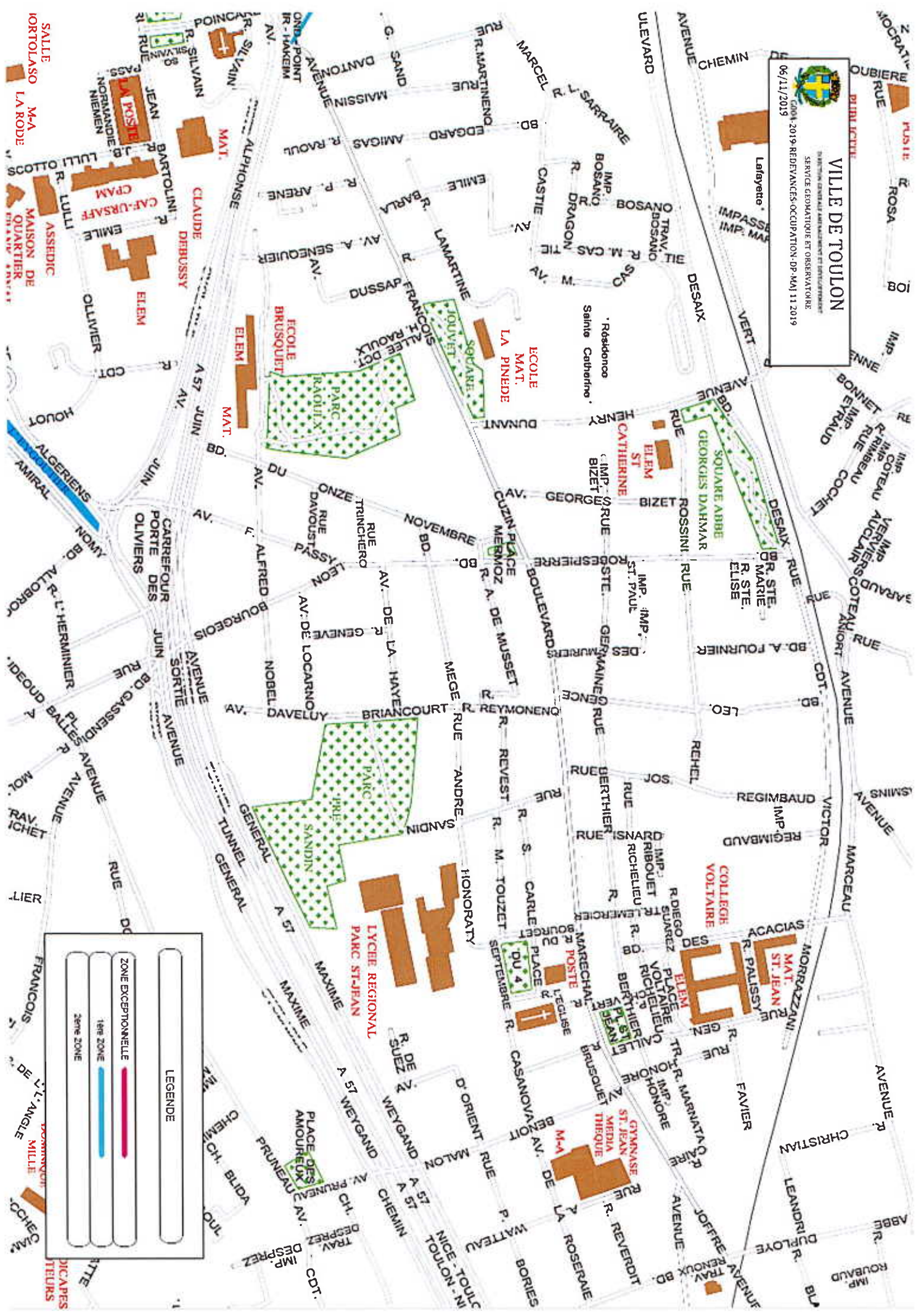
Communes	Tarif en € TTC
<b>La Valette-du-Var</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) : Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Le Pradet</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) : Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Saint-Mandrier</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) : Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>La Seyne-sur-Mer</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) : Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Six-Fours-les-Plages</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) : Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Ollioules</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) : Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an

Communes	Tarif en € TTC
<b>Le Revest-les-Eaux</b> Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) :  Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an
<b>Toulon</b> Mise à disposition d'un kiosque Zone exceptionnelle (boulevard Frédéric Mistral) 1 <sup>ère</sup> zone (place Colonel Bonnier) 2 <sup>ème</sup> zone Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) :  Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	868,53 € / place / trimestre 617,35 € / place / trimestre 471,49 € / place / trimestre 94 € / unité / an 1,50 € / m <sup>2</sup> / mois 11 € / m <sup>2</sup> / an 13 € / m <sup>2</sup> / mois 1 € / m <sup>2</sup> / an

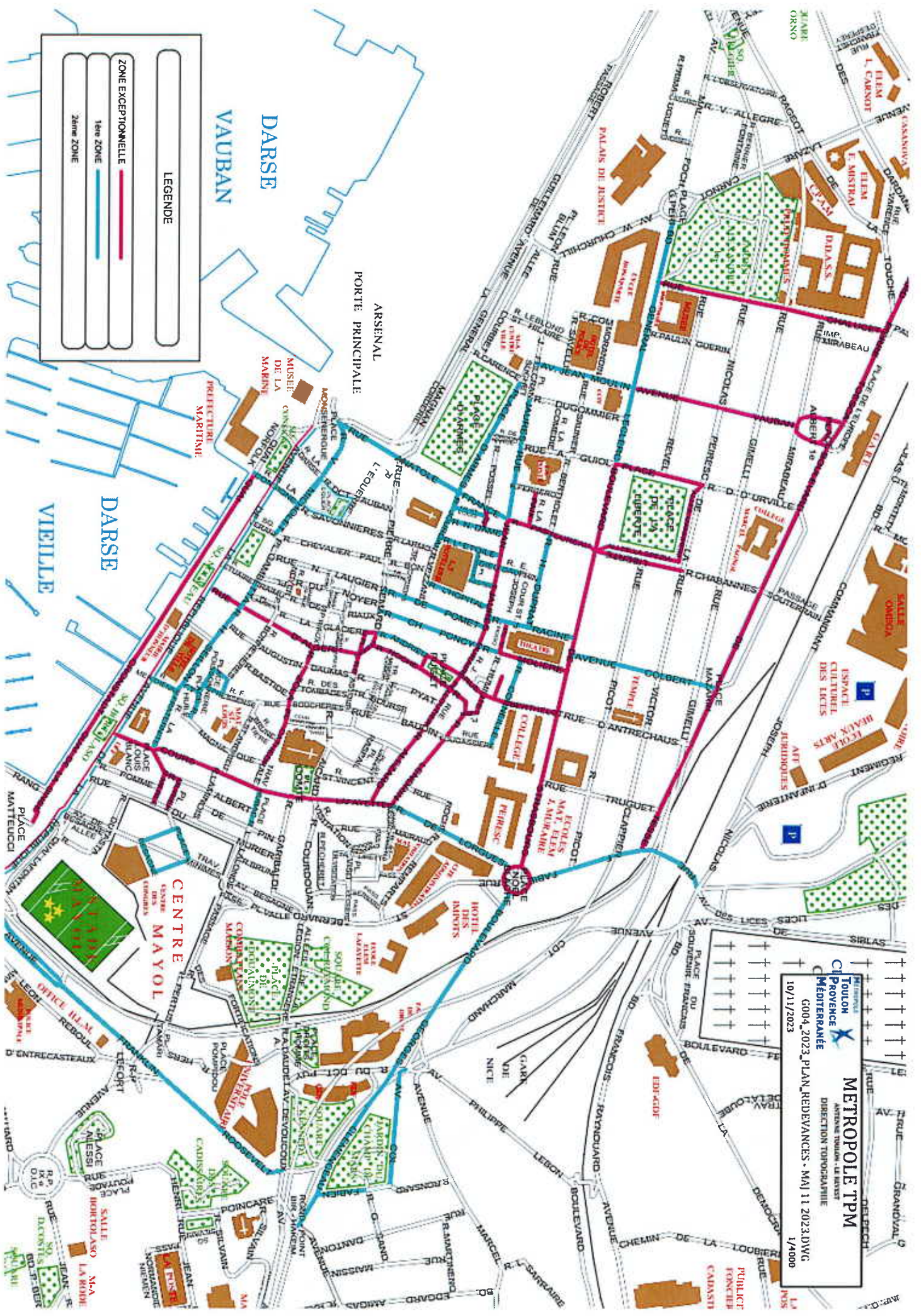




**VILLE DE TOULON**  
 SERVICE GÉOMATIQUE ET OBSERVATOIRE  
 06/11/2019  
 COG 2019 REDEVANCES OCCUPATION - DP - MAJ 11 2019







**METROPOLE TPM**  
TOULON  
CIPROVENCE  
MEDITERRANEE  
G004\_2023\_PLAN\_REDEVANCES - MAJ 11 2023.DWG  
1/4000  
10/11/2023  
DIRECTION TERRITORIALE  
ANTHONY THOUVENOT  
PUBLIC  
FORSTER  
CAINAST



# COMMUNE OLLIOULES

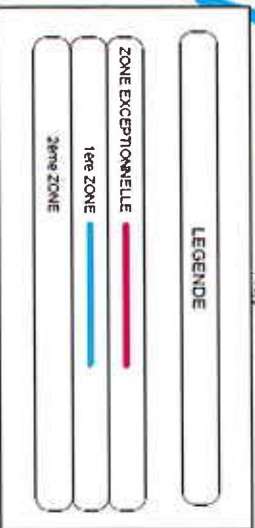
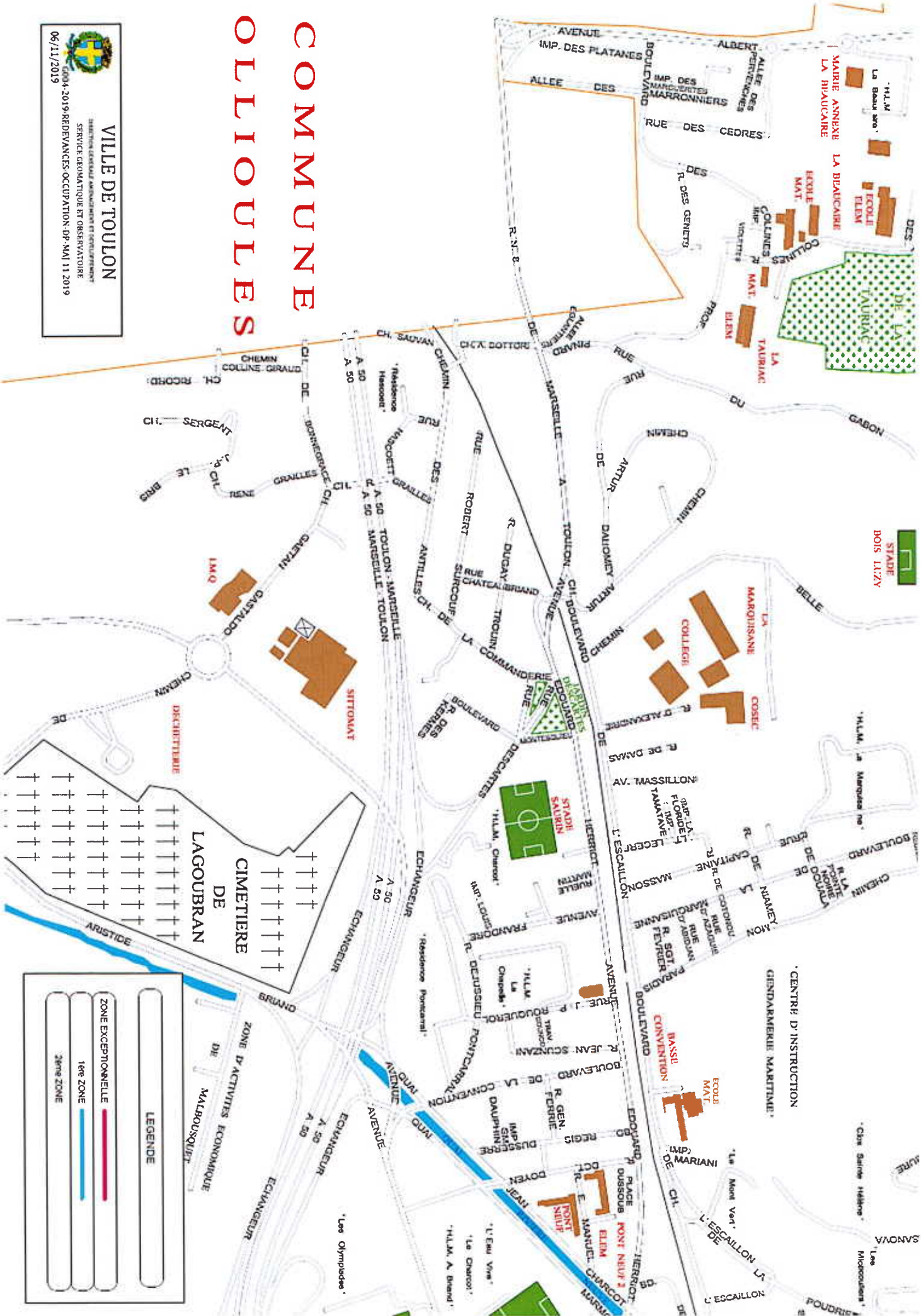


VILLE DE TOULON

SERVICE GÉOMATIQUE ET GÉOINFORMATIQUE

06/11/2019

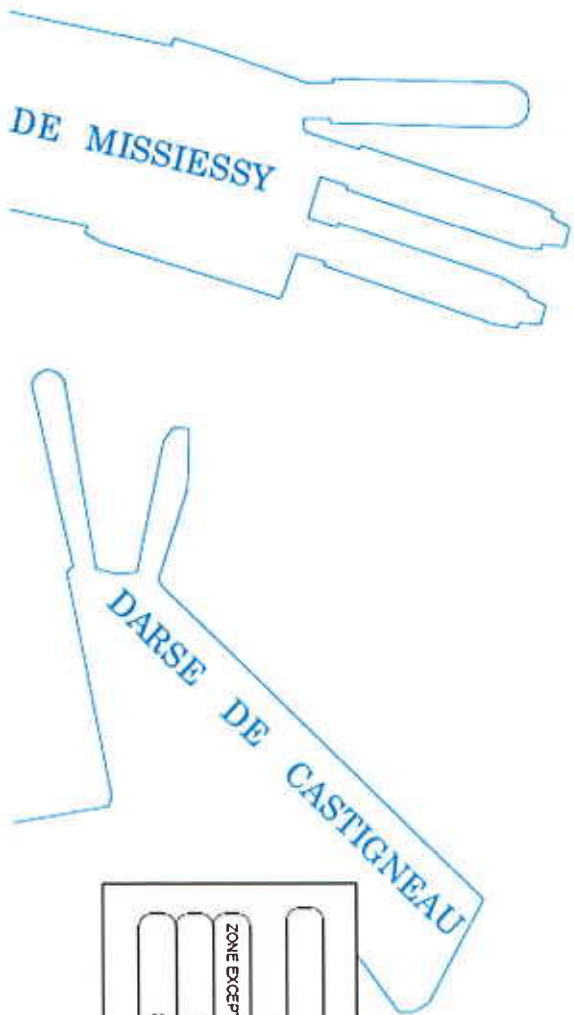
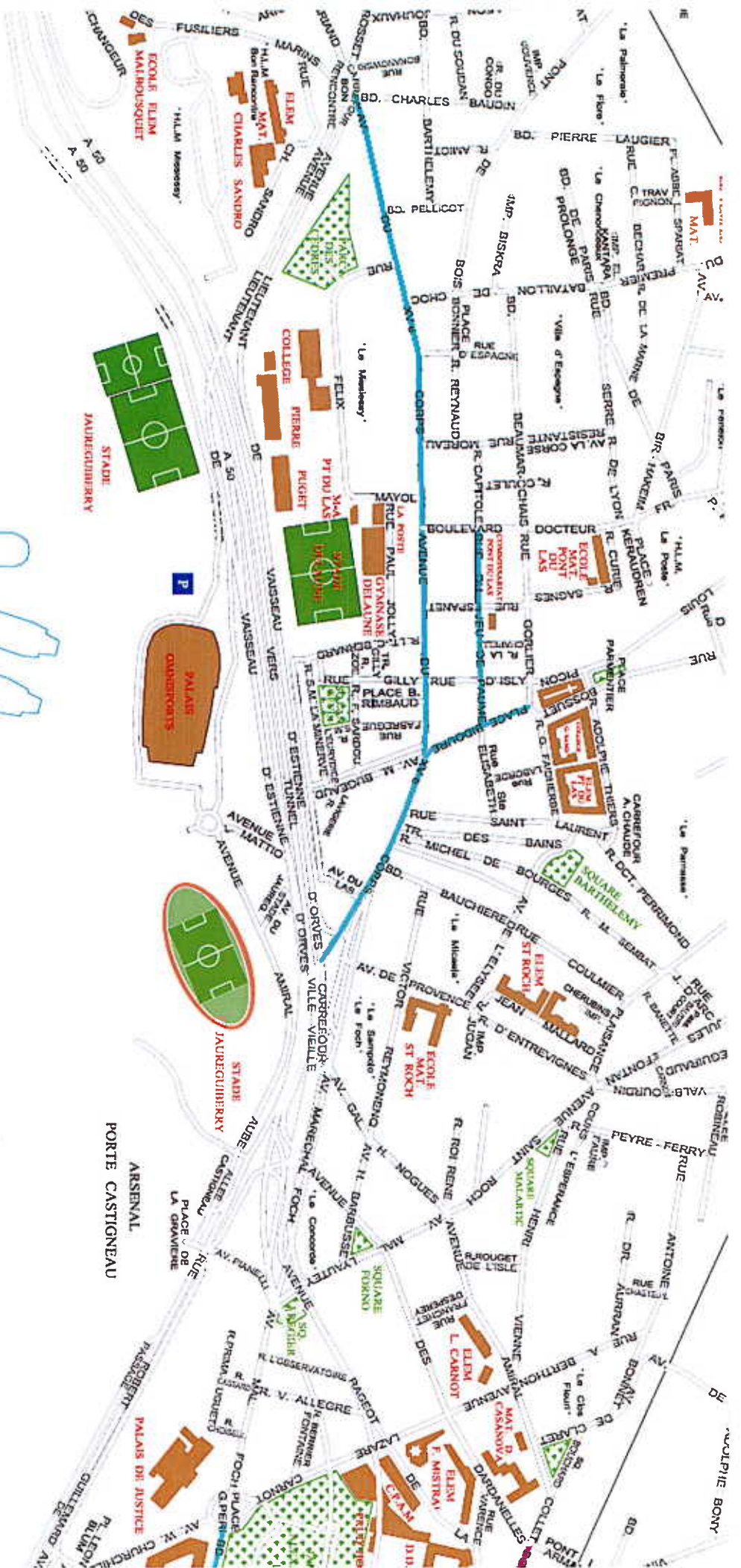
06/11/2019











LEGENDE	
<span style="border: 1px solid red; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span>	ZONE EXCEPTIONNELLE
<span style="border: 1px solid blue; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span>	1ère ZONE
<span style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span>	2ème ZONE

PR

06/11/2019



VILLE DE TOULON

Service Climat, Air, Environnement et Développement Durable

0004-2019-REDEVANCES OCCUPATION-DP-MAI 11 2019

UJET

VAUBAN